

TRACER L'AVENIR D'UNE NATION : LE PROCESSUS DE CRÉATION DES FRONTIÈRES POLONAISES PAR LES SOCIAUX-DÉMOCRATES ALLEMANDS PENDANT LA GRANDE GUERRE

Pier-Alexandre Doré

La Première Guerre mondiale fut un terreau fertile pour le règlement des questions laissées en suspens par la diplomatie européenne au cours du XIX^e siècle européen. L'Empire allemand, ne faisant pas exception à cette règle, fut soumis à la délicate possibilité d'un État polonais en Europe orientale. En ce sens, le Parti social-démocrate allemand (SPD) en fit un enjeu important de ses objectifs de politique extérieure pendant la guerre. Toutefois, le processus de création des nouvelles frontières polonaises fut ardu en cette période de conflit nationaliste. D'un côté, la majorité des anciens territoires polonais sont sous domination germanique et russe depuis près de 60 ans. D'un autre côté, les socialistes allemands ne disent pas l'Allemagne. Ainsi, ce texte propose de mettre en évidence, avec l'aide de témoins et de sources contemporaines, les considérations prises par le Parti social-démocrate allemand afin de proposer une solution concrète aux problèmes soulevés par la création des nouvelles frontières polono-germaniques.

Au cours du XIX^e siècle, les guerres vécues comme « la simple continuation de la politique par d'autres moyens¹ » étaient le moteur de la redéfinition de l'espace géopolitique européen. En soi, la plupart des dirigeants européens de l'époque concevaient la guerre comme un moyen légitime afin de faire progresser les intérêts nationaux de leur État respectif. Cette philosophie se perpétua au tournant du siècle et connut même une propagation rapide dans les régions où l'instabilité des relations entre États risquait de déclen-

1. Carl von Clausewitz, *De la Guerre*, France, Perrin, 2006 p. 56.

cher une guerre à tout moment. En effet, beaucoup de mouvements nationalistes est-européens percevaient dans la logique politique clausewitzienne une méthode concrète et efficace afin d'accéder à l'indépendance face aux grands empires d'Europe. Tandis que dans les Balkans, les différents États luttaient pour établir une hégémonie sur la région avec le concours des États périphériques, plus au nord, les enjeux se concentraient autour de gains territoriaux. Cependant, il circulait dans la sphère politique des empires russe, allemand et austro-hongrois des velléités à ressusciter des États, comme la Pologne et la Lituanie, autrefois conquis par un rival². C'est ainsi que dès la fin de l'été 1914, l'Empire allemand avait eu l'opportunité de remettre en cause l'hégémonie de son principal opposant en Europe de l'Est, l'Empire russe, sur le Royaume du Congrès³. Cet État polonais, créé en 1815 lors du Congrès de Vienne était offert au tsar russe sous forme d'union personnelle en compensation pour les interventions russes contre la France napoléonienne. Les territoires russo-polonais furent toutefois secoués par plusieurs tentatives de révolutions nationales et de résistance à l'administration russe au cours au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle. En ce sens, le

-
2. Tout au long de la guerre, les presses politiques de différents mouvements politiques font part du désir présenté par leurs partis de reconfigurer l'espace géopolitique est-européen. Ainsi, en Allemagne, le *Vossische Zeitung*, quotidien libéral allemand, et le *Vorwärts*, journal officiel du SPD, font parvenir à intervalles variables aux peuples allemands diverses déclarations parvenant de l'étranger concernant l'avenir de l'Europe orientale. Une attention particulière est donnée aux articles provenant de la Duma russe. À Berlin, le *Dziennik Berlinski* était un relais intéressant des informations transmises par les grands journaux allemands, puisqu'il faisait l'équivalent, mais pour la communauté polonaise de la capitale allemande.
 3. La terminologie employée dans le cadre de ce texte fait allusion directement à l'État polonais tel qu'il était connu depuis 1815 en Europe occidentale. Le choix d'exclure la terminologie russe « Provinces de la Vistule » est fait dans une optique où elle ne fut pas reconnue officiellement par la majorité des États d'Europe et qu'elle reniait par le fait même l'existence d'un État polonais. Ainsi, il est à noter que les cartes européennes du XIX^e siècle n'atteignirent pas de consensus quant au nom exact à donner à cette région de l'Europe de l'Est. Tandis qu'en Europe occidentale et centrale, les territoires russes de Pologne étaient connus sous le nom de Pologne du Congrès, plusieurs cartes font état de cette région de l'Empire russe comme étant le « Royaume du Congrès », « Pologne russe » ou seulement « Pologne ».

retrait progressif des forces armées russes, à la suite des victoires allemandes de Tannenberg (1914) et des lacs de Mazurie (1914), offrait la possibilité aux socialistes allemands du *Sozialdemokratische Partei Deutschlands* (SPD) de soulever la difficile question des frontières d'un futur État polonais. Absorbé par la Prusse et les empires d'Autriche et de Russie en 1789 et ayant connu des remaniements territoriaux à plusieurs reprises, ce qu'était l'État de Pologne et ses frontières en 1914, demeuraient abstraits dans l'esprit européen. Conséquemment, lorsque les débats concernant une possible résurrection polonaise apparurent au *Reichstag*, les sociaux-démocrates se fixèrent comme objectif immédiat de délimiter définitivement les frontières de la Pologne après la guerre.

La prise de Varsovie en 1915, annoncée en grande pompe dans les médias allemands, reflétait l'idée d'une avancée allemande salvatrice pour la nation polonaise. Ainsi, « Varsovie n'est pas reprise aux Polonais mêmes, mais à leurs oppresseurs séculaires, à ceux qui ont transformé cette capitale jadis fleurissante en une prison, où, à l'aide de baïonnettes [...] et de potences, on s'efforçait d'extirper toutes les aspirations nationales⁴. » Cependant, la « libération » imminente du reste de la Pologne du Congrès, entre 1916-1917, mit en évidence certains problèmes connexes, quant à l'avenir de la nation polonaise, qui vinrent inmanquablement teinter l'argumentaire des socialistes et les solutions qu'ils proposèrent afin de délimiter des frontières polono-germaniques satisfaisantes pour les deux États. Il était d'ores et déjà statué en 1914 qu'il était impossible pour l'Empire allemand d'intégrer plusieurs millions de nouveaux sujets polonais en son sein, ce qui réfutait par la même occasion la solution annexionniste avancée par les groupes conservateurs allemands et ne contrevenait pas aux objectifs austro-hongrois dans cette région⁵. C'est dans cette perspective que les sociaux-démocrates allemands se bornèrent à ancrer l'avenir de l'État polonais au sein des territoires russes que l'Allemagne occu-

4. *Union des Irrédentistes polonais*, 6 août 1915, Auswärtiges Amts, Varsovie, IA — Weltkrieg, R-21514-2, WK, Nr. 20 C, Bd.I, p. 1.

5. Gary W. Shanafelt, *The Secret Enemy: Austria-Hungary and the German Alliance, 1914-1918*, New York, Columbia University Press, 1985, p. 79-86.

paît déjà, afin que la résurrection de la Pologne n'affecte pas le territoire national allemand.

Ce texte s'attardera donc à mettre en évidence la logique derrière le processus qui se conclurait par la relégation des intérêts nationaux polonais derrière le maintien de l'intégrité territoriale de l'Empire allemand. Ainsi, la proclamation d'un État satellite semblait, pour les sociaux-démocrates, l'unique solution pour atteindre un équilibre entre les demandes de chacun des partis et les intérêts de l'alliée principale de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie⁶. En ce sens, définir des frontières à ce que serait la Pologne était une action hautement symbolique, puisqu'elle revenait à renier l'appartenance de certains territoires à un État qui le revendiquait comme possession nationale. Cependant, il était encore plus important de faire entériner la solution socialiste à la Question polonaise⁷ par le gouvernement impérial et par la Seconde Internationale d'acquérir la légitimité nécessaire à son maintien après le conflit. Dans le cas des deux organisations, la tâche ne fut pas aisée puisqu'elles étaient toutes deux pressées par plusieurs mouvements aux objectifs différents et souvent contradictoires. Somme toute, l'année 1914 marquait le début de la fin pour la Question polonaise, mais elle mit aussi en évidence le rôle que devait jouer l'Allemagne dans sa résolution.

-
6. Susanne Miller, *Burgfrieden und Klassenkampf. Die deutsche Sozialdemokratie im Ersten Weltkrieg*, Düsseldorf, Droste, 1974, p. 233.
 7. La terminologie « Question polonaise » fait référence aux termes utilisés par les diplomates au cours des XIX^e et XX^e siècles afin de qualifier les troubles nationalistes qui se déroulaient sur les anciens territoires de Pologne-Lituanie. En ce sens, elle fut au centre de bien des négociations dès 1815, et jusqu'à la restauration de la Pologne en 1919. Plusieurs ouvrages ont été écrits afin d'aborder l'histoire de la Question polonaise. Cependant, pour un survol rapide de l'histoire de cet enjeu diplomatique pendant la Grande Guerre fait par un contemporain, voir Henri Ratynski, *L'Aigle blanc : Revue des questions polonaises*, Lausanne, La Pologne et la Guerre, 1916, p. 151-179 et Stanislas comte Du Moriez, *La Question polonaise vue d'Allemagne : l'organisation de l'Est de l'Europe*, Paris, Alcan, 1919, 357 pages.

MÉTHODOLOGIE ET POSITIONNEMENT HISTORIOGRAPHIQUE

La grande malléabilité diplomatique de la Question polonaise, consacrée par les tergiversations diplomatiques caractérisant son histoire, pousse le *SPD* vers l'adoption d'une approche pragmatique envers les réalités du pouvoir en Allemagne, l'instabilité géopolitique qui régnait en Europe orientale au cours des décennies précédant la Grande Guerre. En effet, malgré la majorité dont bénéficiait le *SPD* au *Reichstag*, leur influence était limitée au sein du gouvernement puisque les ministres dépendaient uniquement de la chancellerie impériale et de l'Empereur. Ce rapport de force défavorable des députés allemands s'expliquait, entre autres, par le fonctionnement de la constitution allemande. Malgré la présence de plusieurs outils politiques démocratiques (p. ex. parlements régionaux [*Landtag*] et nationaux [*Reichstag*], suffrage universel masculin, présence de différents partis politiques aux idéologies variés), l'Empereur allemand demeurait le chef de l'État. Il était le seul possédant les pouvoirs de nommer les ministres et le chancelier impérial. Ceux-ci étaient responsables uniquement devant l'Empereur même s'ils devaient être présents et débattre au *Reichstag*. Ce faisant, l'Empereur Guillaume II et son chancelier étaient les seuls à dicter les politiques nationales de l'État allemand. Pour leur part, les députés jouaient essentiellement le rôle de critique des politiques envisagées par l'administration impériale et votaient les budgets⁸. Par conséquent, la structure politique même de l'Allemagne impériale faisait que les députés ne possédaient en pratique que très peu de recours face aux décisions prises par le cabinet impérial. Cette position de faiblesse s'observe à de nombreuses reprises au sein des audiences des sessions parlementaires où les députés socialistes tentèrent, souvent sans succès, de raviver des débats à propos de l'avenir de la Pologne et des nombreuses problématiques lui étant

8. Pour plus d'informations concernant le fonctionnement politique de l'Allemagne impériale et le rôle prépondérant qu'y jouait le Royaume de Prusse, voir Hans-Ulrich Wehler, *The German Empire, 1871-1918*, Leamington Spa, Berg Publishers, 1985, 293 pages et Heinrich A. Winkler, *Histoire de l'Allemagne XIX^e et XX^e siècle ; Le long chemin vers l'Occident*, Paris, Fayard, 2005, 1152 pages.

attribuables. Venant s'ajouter à cela, les tensions internes à la gauche politique allemande des années 1910 et l'éventuel schisme divisant le mouvement marquent invariablement les débats concernant les frontières polono-germaniques.

Cette division idéologique, caractéristique fondamentale du socialisme européen entre 1914-1919⁹, se faisait particulièrement sentir par les interventions effectuées par différents ténors du mouvement sur le sujet, tels Hugo Haase (*Majorität/Minorität* [1917-1919]), Philipp Scheidemann (*Majorität*), Eduard Bernstein (*Majorität/Minorität* [1917-1919]) et Eduard David (*Majorität*), qui laissèrent paraître au grand jour les différends idéologiques qui les opposaient concernant la Pologne. L'unité politique maintenue par les parlementaires au *Reichstag* n'était toutefois qu'un artifice uniquement présent au Parlement. En effet, le *Reichstag* était un lieu de débat où la discipline de parti semblait primer et donc ne permettait pas, en théorie, aux différentes opinions au sein du mouvement d'être exposées ouvertement aux autres formations politiques¹⁰. Afin de mettre en évidence le processus interne des délibérations menant aux décisions relatives à l'avenir de la Pologne, ce sont des sources tierces qui permettent de constater que la question des frontières polonaises créait des divergences marquées au sein du parti.

Parmi la documentation contemporaine, ce sont les sources journalistiques qui traitaient de la Question polonaise le plus ouver-

9. Le socialisme européen vivait une période d'instabilité au cours des années 1914-1919 qui provoqua une explosion de plusieurs des grands partis socialistes de la Seconde Internationale. Dans le cas du mouvement social-démocrate allemand, la scission s'effectua progressivement au cours du conflit autour d'éléments radicaux du parti. Ils provoquèrent l'explosion du *SPD* qui donnèrent naissance aux *USPD* (Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne), *der Spartakusbund* (Ligue spartakiste) et le *KPD* (Parti communiste d'Allemagne). Pour avoir un aperçu général de l'histoire du mouvement socialiste allemand, voir Susanne MILLER et Heinrich Potthoff, *A History of German Social Democracy ; From 1848 to Present*, New York, St. Martin's Press, 1990, 330 pages.

10. Certaines exceptions notables à la ligne de parti survinrent au cours de la Première Guerre mondiale. Sous la direction de Karl Liebknecht, quelques députés du *SPD* s'opposèrent lors de vote pour les crédits de guerre. Cependant, cette opposition ponctuelle n'était pas systématique lorsqu'il s'agissait des débats à propos de la Question polonaise.

tement. L'avenir de la Pologne était ouvertement discuté au sein de plusieurs journaux étrangers, sans devenir un sujet prépondérant, notamment en Suisse où *Le Démocrate* et *Le Journal de Berne* y consacraient quelques articles au cours du conflit. Ceci s'explique, entre autres, par la présence d'une importante diaspora polonaise dans toute l'Europe. Parallèlement aux journaux étrangers, les journaux allemands consacraient davantage de temps et d'espace afin d'informer le public allemand sur les divers aspects (régionaux, nationaux et étrangers) liés à la Question polonaise. En effet, des journaux d'envergure tels *Vorwärts* et *Die Neue Zeit* mettaient en évidence les positions divergentes des différentes factions au sein du mouvement socialiste allemand. Par conséquent, non seulement permettaient-ils d'exposer les contradictions entre *die Minorität*, soit la gauche radicale, et *die Majorität*, c'est-à-dire les modérés et la frange des socialistes de droite, mais la presse permettait également de discerner les sujets qui retinrent l'attention du mouvement et la récurrence de ceux-ci au cours des différentes parutions. Ainsi, en se penchant sur le cas du *Vorwärts* pendant les quatre années de conflit, force est de constater que, dès les premiers jours de la guerre jusqu'aux mois qui suivirent la signature du traité de Brest-Litovsk (mars 1918), la Pologne y occupait une place de choix, malgré une absence remarquable au cours de la seconde moitié de l'année 1915. Cette perte d'intérêt soudain pour la Question polonaise dans les journaux pourrait s'expliquer par une multiplication des sujets en politique étrangère qui retinrent eux aussi une attention médiatique et politique importante pour l'année 1915 (p. ex. entrée en guerre de l'Italie du côté de l'Entente et des opérations d'envergure sur le front de l'Ouest). Pour ainsi dire, les sources journalistiques s'adaptèrent à la réalité politique des débats internes au sein du *SPD* pendant la guerre, aux avancés et aux revers des empires centraux face aux armées russes et juxtaposèrent celles-ci aux processus de délibération et les solutions proposées à la Question polonaise.

Comme l'historien Jerzy W. Borejsza le soulignait, l'originalité de la Question polonaise résidait dans le fait que, contrairement aux questions allemandes, italiennes et hongroises du XIX^e siècle, le cas polonais était le seul qui impliquait une confrontation directe

avec les intérêts de trois grandes puissances européennes ayant établi un ordre sur l'Europe centrale et de l'Est, soit les empires allemand, austro-hongrois et russe¹¹. Par conséquent, son importance fluctuait selon les crises diplomatiques impliquant lesdites puissances au cours du XIX^e siècle. Toutefois, pour les dirigeants allemands, la Question polonaise symbolisait également les difficiles échecs des politiques de germanisation de la Pologne¹² et des confins de la Prusse orientale. Ces échecs alimentaient donc l'édification progressive d'un imaginaire collectif où les frontières orientales de l'Empire et les terres polonaises étaient des régions loin des lumières de la civilisation. En suivant cette logique, les historiens Omer Bartov et Eric D. Weitz mettaient en évidence que les Allemands se plaisaient à considérer les frontières orientales du *Reich* comme l'extrême limite des lumières européennes, rejetant de surcroît le rôle qu'a joué la Pologne dans l'histoire sociopolitique de l'Europe de l'Est. Il n'était donc pas surprenant de voir la minorité polonaise d'Allemagne et son apport à l'histoire de l'Europe orientale marginalisés au profit d'une Allemagne civilisatrice des steppes de l'Est¹³.

Ce discours tenu sur les territoires de l'Europe orientale ne restait toutefois pas cantonné à la masse allemande. En effet, il s'inscrivait également dans le cadre des objectifs des groupements politiques allemands. Ceci était d'autant plus vrai qu'après l'insurrection de Grande-Pologne (1848), le discours politique allemand intégraient de plus en plus le terme d'*Ostmark*¹⁴. Or, en se référant

-
11. Jerzy W. Borejsza, « De Vienne à Versailles, la France et l'Europe face aux questions polonaises », p. 60, dans Isabelle Davion, Jerzy Kłoczowski, Georges-Henri Soutou, dir., *La Pologne et l'Europe, du partage à l'élargissement (XVIII^e-XXI^e siècle)*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne (PUPS), 2004, 290 pages.
 12. La Pologne était une région orientale de l'Empire allemand et constituait une partie du Royaume de Prusse. Elle fut connue pour être l'un des centres polonais importants de l'Empire et le berceau de la résistance polonaise à l'hégémonie prussienne dans la région depuis 1848.
 13. Omer Bartov, Eric D. Weitz, *Shatterzone of Empires ; Coexistence and Violence in the German, Habsburg, Russian and Ottoman Borderlands*, Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press, 2013, p. 42-46.
 14. Le terme *Ostmark* se traduit par « Marche de l'Est ». Dans le cas actuel, ce terme faisait référence aux frontières orientales de l'Empire allemand soit : la Prusse

au raisonnement qui accompagnait cette terminologie, il n'était pas surprenant d'observer que les sociaux-démocrates allemands purent se rallier autour d'un projet qui favorisait la création d'un État polonais bénéficiant du soutien éclairé de l'État allemand. Ce rapport civilisationnel caractérisait d'ailleurs les relations entre le socialisme allemand, la Question polonaise et l'attitude des sociaux-démocrates face aux autorités régnautes sur les Polonais. En effet, pour la majorité des socialistes allemands, la problématique liée à la Question polonaise résidait essentiellement dans le fait que l'Empire russe, cet empire « autocratique, asiatique, barbare, répressif, expansionniste et oppresseur¹⁵ » de la nation polonaise, se refusait à voir l'émergence de la Pologne en tant qu'État indépendant. Ainsi, pour les socialistes du *Reich*, ce qui était, avant le 28 juillet 1914, une guerre impérialiste voulue par des États capitalistes prit soudainement toutes les allures d'une guerre de libération¹⁶. Toutefois, celle-ci devait, à terme, mener à une solution frontalière définitive pour la Question polonaise et offrir un avenir prospère à la nation polonaise grâce au concours du peuple allemand.

SOCIALISME, POLOGNE ET GRANDE GUERRE : ÉTABLIR DES FRONTIÈRES THÉORIQUES EN TEMPS DE GUERRE

Plusieurs ouvrages furent rédigés pendant la Grande Guerre concernant la Question polonaise. Ce qui est remarquable à propos des œuvres traitant de l'avenir de la Pologne entre 1914 et 1920 est l'immutabilité de l'argumentaire. C'est-à-dire que malgré le fait que des Polonais se battaient pour chacun des empires rivaux à l'Est, la majorité continuait à cheminer vers la renaissance de la Pologne.

orientale, les provinces saxonnes de Prusse. Le terme faisait référence aux limites de la civilisation européenne avant d'entrer sur les terres non civilisées de l'Est.

15. Troy R. E. Paddock, *Creation the Russian peril: Education, the public sphere, and national identity in imperial Germany, 1890-1914*, Rochester, Camden House, 2010, p. 105.
16. À ce sujet, il faut se référer à plusieurs interventions de députés sociaux-démocrates au *Reichstag* par rapport aux objectifs allemands concernant la Pologne. Ces interventions culminèrent avec l'intervention d'Hugo Haase qui demanda ouvertement lors d'un débat quand la Pologne serait-elle libérée du tsarisme. Voir Dr. Hugo Haas (Haase), « Verhandlungen, Protokol 6.04.1916 », *Verhandlungen des Deutsch Reichstag*, Deutsch Reichstag, 6 avril 1916, p. 890.

En ce sens, Stanislas comte Du Moriez, un Polonais habitant en France, mit en évidence qu'en tout début de conflit, trois mouvements nationalistes polonais coexistaient et s'affrontaient quant à l'avenir de la Pologne¹⁷. Tous visaient le rétablissement de leur État selon les frontières de 1789. Toutefois, à l'été 1914, le mouvement loyaliste russe était le plus influent et envisageait d'abord une autonomie restreinte au sein de l'Empire des tsars et le rattachement de la Galicie et du Poznań au Royaume du Congrès. Ces loyalistes virent dans les promesses austro-allemandes de libération des Polonais soumis aux jugs russes des mensonges et de l'hypocrisie, puisqu'aucun parti politique des Empires centraux n'envisageait la cession de leurs territoires polonais respectifs¹⁸.

Le discours qu'entretient le *SPD* était à l'opposé des affirmations des loyalistes russes. En effet, dès 1914, plusieurs articles rédigés pour le *Vorwärts* appelaient le peuple allemand « à venir en aide à la Pologne¹⁹ » et à militer pour « l'indépendance polonaise²⁰ », favorisant ainsi la campagne de sensibilisation propolonaise entamée par les sociaux-démocrates. De plus, les défaites catastrophiques qu'essuyèrent les Russes lors de la bataille de Tannenberg (1914) et à la bataille des lacs de Mazurie (1914) permirent aux groupes politiques polonais proallemands de justifier leurs positions. Dès lors, ceux-ci mirent en action une coalition où les socialistes et autres partis de gauche coopérèrent avec les Polonais et les Danois afin de s'opposer aux motions conservatrices du *Landtag* prussien. Celles-ci visaient, dans un premier temps, le recul des frontières polonaises historiques au profit du Royaume de Prusse et, dans un deuxième temps, la germanisation et l'expropriation des Polonais qui ne se soumettaient pas à l'autorité allemande dans le Royaume du Congrès²¹.

17. Stanislas comte Du Moriez, *La Question polonaise vue d'Allemagne : l'organisation de l'Est de l'Europe*, Paris, Alcan, 1919, 357 pages.

18. *Ibid.*, p. 151-164.

19. « Am Polens Hilfe ! », *Vorwärts*, Nr. 221, 15 août 1914, p. 2.

20. « Für die nationale Unabhängigkeit Polens ! », *Vorwärts*, Nr. 219, 13 août 1914, p. 2.

21. Stanislas comte Du Moriez, *Op. Cit.*, p. 172.

La sympathie de la part des partis de gauche et des socialistes concernant le sort des futures frontières polonaises n'était pas complètement dénuée d'intérêt pour ceux-ci. Pour beaucoup de politiciens de la gauche allemande, un recul des frontières polonaises pouvait éventuellement signifier un élargissement du système d'influence des *Junkers*, élite terrienne et politique de Prusse orientale, principaux adversaires du mouvement socialiste²². Il était donc impératif pour les sociaux-démocrates que le débat soit élargi à la population allemande et ne demeure pas ancré dans les sphères politiques élitistes de l'Empire. C'est grâce à l'utilisation stratégique des médias politiques que les sociaux-démocrates permirent la démocratisation des débats à propos de l'avenir des frontières polonaises nécessaire à l'éjection du traitement élitiste habituellement réservé aux questions diplomatiques européennes en Allemagne. Ainsi, comme le soulignait le *Vorwärts*, « [traduction] [d] éjà, de nombreux journalistes tentent de tracer des lignes sur la carte de l'Europe, définissant l'État tampon que serait la Pologne entre l'Allemagne et la Russie. D'autres, pour leur part, tentent déjà de définir qui les Polonais prendront comme roi²³ ».

La popularisation soudaine des débats liés aux frontières politiques ne manqua pas de jouer en faveur des sociaux-démocrates, qui suscitaient l'intérêt d'observateurs internationaux, et qui permirent, à l'époque, de contrebalancer les objectifs annexionnistes des adversaires conservateurs du *SPD* grâce à une analyse concrète des proclamations étatiques allemandes. Conséquemment, des articles en provenance de pays neutres, comme la Suisse, tels « L'Autonomie de la Pologne ; Pourquoi les Empires centraux vont la promulguer²⁴ » et « Le Quatrième partage²⁵ » permettaient de jauger la réception par des pays non alignés des options qu'envisa-

22. Pour plus d'informations sur le mouvement conservateur en Prusse orientale, voir Geoff Eley, *Reshaping the German Right, Radical Nationalism and Political change after Bismarck*, New Haven, Yale University Press, 1980, 387 pages.

23. « Die sozialen zustände in russische-Polen », *Vorwärts*, Nr. 240, 3. septembre 1914, p. 2.

24. Inconnu, « L'Autonomie de la Pologne ; Pourquoi les Empires centraux vont la promulguer », *Le Démocrate*, 17 août 1917, Nr. 192, p. 1.

25. Alb. B., « Le Quatrième partage », *Journal de Berne*, Nr. 133, 14 mai 1916, p. 1.

geaient les mouvements politiques allemands pour la communauté polonaise en Europe orientale. Or, en temps de guerre, il s'agit d'un détail capital puisqu'il était porteur d'une légitimité essentielle aux ébauches des frontières conçues par les socialistes allemands. Parallèlement aux questions strictement géopolitiques, il y a la logique argumentaire utilisée pour définir indirectement les frontières polonaises au cours du conflit, c'est-à-dire l'existence d'un « État autonome » polonais au sein de l'Empire russe. En effet, plusieurs articles rédigés par des sociaux-démocrates offraient aux lecteurs une rhétorique faisant constamment référence à l'expérience difficile des Polonais vivant sous la domination russe afin de démontrer à quoi ressemblait l'état interne de la Pologne, circonscrit aux territoires de la Pologne du Congrès²⁶.

Indirectement, les journalistes sociaux-démocrates éjectèrent de la Pologne historique plusieurs régions sous domination germanique, mais peuplées majoritairement de Polonais, comme la Galicie et la Poznanie. Ainsi, les socialistes allemands se bornaient au Royaume du Congrès lorsque venait le temps de discuter de l'avenir des frontières polono-germaniques. Au-delà du regain d'activité nationaliste en Pologne à la suite de la Déclaration des deux empereurs en 1916²⁷, la Pologne représentait, pour le mouvement politique socialiste en Allemagne, une protection supplémentaire contre le bellicisme russe. Comme ceux-ci le mentionnaient dans le *Vorwärts*, « [traduction] une chose est certaine pour nous : la barrière protectrice à l'Est faisant face à l'immense population russe doit être renforcée ; [...] la Pologne du Congrès ne peut redevenir russe, celle-ci doit devenir un État national indépendant²⁸. » Au premier

26. De nombreux articles dans le *Vorwärts* font référence à l'état peu enviable de la Pologne du Congrès avant et pendant la guerre, ainsi qu'aux relations difficiles entre les Polonais et l'administration impériale russe. Par le nombre important de ces articles, il n'est pas concevable d'en faire la liste exhaustive ici. Par conséquent, en voici quelques-uns des plus significatifs : « Die Lage in Warschau », *Vorwärts*, 19 août 1914, Nr. 225, p. 2-3 ; « Die Polen gegen den Zarismus », *Vorwärts*, 19 août 1914, Nr. 225, p. 2 ; « Polnische Elend », *Vorwärts*, 30 janvier 1915, Nr. 20, p. 2 ; « Die Nationalitätenfrage in der Duma », *Vorwärts*, 18 juin 1916, Nr. 165, p. 3.

27. Henri Ratynski, *op. cit.*, p. 176.

28. « Die polnische Frage », *Vorwärts*, Nr. 296, 27 octobre 1916, p. 9

abord, le *SPD* semblait favoriser une approche strictement défensive face à la Russie et le nouvel État polonais s'élèverait donc en rempart face au tsarisme. De cette simple présomption découlait la déclaration du *USPD*²⁹ en juin 1917 qui affirmait que « [traduction] toute tentative de rétablir la Pologne historique avec tous les territoires qu'occupaient les Polonais et la noblesse polonaise [devait] être rejetée. Conséquemment, l'incorporation de la Galicie orientale va être vigoureusement combattue par la volonté de ses habitants si elle est incorporée au sein d'un État polonais national³⁰ ». Cette prise de position de la faction radicale du mouvement socialiste allemand soulevait une autre question quant aux nouvelles frontières d'un État polonais. Ainsi, si les frontières polono-germaniques étaient définitivement fixées, dès 1917, à celle de la Pologne du Congrès, l'avenir des territoires polonais de l'Empire allemand demeurait un épineux problème qui jamais ne trouverait sa réponse au cours du conflit. Certes, il était *a priori* hors de question de céder ceux-ci à un nouvel État polonais. Toutefois, l'idée d'offrir une plus grande indépendance politique aux Polonais d'Allemagne fut abordée au sein des instances de la gauche allemande.

En soi, il était envisagé d'offrir un État autonome aux Polonais d'Allemagne, semblable à ce qui devait en théorie exister en Russie depuis 1815. De là découlait la proposition formulée par Hermann Müller qui envisageait l'autonomie nationale dans un cadre impérial large, plus bénéfique pour les Polonais qu'une indépendance complète³¹. Il proposait donc que l'autodétermination des peuples ne devrait pas être un objectif primordial au sein des politiques internes de l'Allemagne défendues par le *SPD*, mais qu'au contraire, il fallait

29. Le *Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschland (USPD)* était l'un des partis qui émergea lors de l'implosion du *SPD* en 1917. Les membres formant le *USPD* se séparèrent des autres sociaux-démocrates, car ils pensaient que le *SPD* s'éloignait des vraies valeurs de la social-démocratie et des doctrines de l'Internationale. Ce nouveau parti était qualifié de « *Minorität* » par les autres sociaux-démocrates et les instances de la Seconde Internationale. Ce sont les militants d'extrême gauche de ce parti qui créèrent plus tard le *KPD (Kommunistische Partei Deutschland)*.

30. *USPD, Erklärung der Delegation der USPD vor dem Holländisch-skandinavisches Komitee, o.D.* (Juni 1917), Stockholm, juin 1917.

31. Susanne Miller, *Op. Cit.*, p. 235

envisager une autonomie politique dans un cadre impérial polono-allemand³². Cette approche politique semble en contradiction avec la philosophie d'autodétermination défendue auparavant par la doctrine des sociaux-démocrates. Toutefois, elle met en évidence une mutation des politiques internationales et internes du *SPD* qui s'enclenchait dès 1914 vis-à-vis la Pologne. De fervents défenseurs de l'indépendance des peuples soumis à l'impérialisme européen, la guerre avait progressivement modéré l'approche des sociaux-démocrates concernant l'automédication des peuples. Par la même occasion, elle répond aussi à la nécessité de s'assurer une position favorisant la cohésion des visées politiques défendues en Autriche-Hongrie par le parti socialiste autrichien (*SPÖ*³³). Il n'envisageait plus l'idée d'un État polonais indépendant, mais tentait de trouver une solution dite d'intégration nationale pour résoudre la crise qui se profilait à l'horizon entre les deux groupes sociaux-démocrates³⁴. Ceux-ci savaient que la finalité de la Question polonaise était d'une grande importance pour les sociaux-démocrates d'Allemagne, mais également pour leur confrère en Autriche-Hongrie, puisqu'elle déterminerait les politiques affectant les minorités nationales polonaises des deux empires³⁵.

« LES POLOGNES » : CONCILIATION ENTRE SOCIAUX-DÉMOCRATES

En tant qu'allié de l'Allemagne au cours de ce conflit, l'Empire austro-hongrois avait la possibilité d'avancer ses propres objectifs polonais. En ce sens, l'administration impériale austro-hongroise avait déjà plusieurs plans quant à la résurrection de la Pologne. Pour plusieurs observateurs extérieurs aux échanges entre les deux États germaniques, l'avenir de la Pologne et la mainmise autrichienne sur celle-ci était « le but de guerre le plus important pour la Double-Monarchie du Danube, son seul chemin vers l'Europe centrale³⁶ ».

32. *Ibid.*, p. 235

33. Le *Sozialdemokratische Partei Österreichs* était le penchant autrichien du SPD. Il fut fondé en 1889 et présidé par Victor Adler jusqu'à sa mort le 11 novembre 1918.

34. *USPD, Op. Cit.*, Juni 1917.

35. «Die polnische Frage», *Vorwärts*, Nr. 223, 15 août 1916, p. 1.

36. Stanislas comte Du Mouriez, *Op. Cit.*, p. 121.

La solution austro-polonaise fut donc un sujet de tensions dans les relations entre les deux empires germaniques. Cela s'expliquant entre autres par l'inadéquation entre les intérêts allemands et austro-hongrois, le sentiment répandu dans le *Reich* que la monarchie du Danube ne survivrait pas à la guerre dans son état actuel ne jouait pas en faveur de la diplomatie austro-hongroise. En effet, tandis que les Habsbourg envisageaient le rattachement de l'État polonais à leur Empire ou au couronnement d'un Habsbourg en tant que roi de Pologne, le *Reich* et le *SPD* voyaient dans le couronnement d'un noble allemand, un Wittelsbach dans le cas des sociaux-démocrates, la garantie d'une protection contre une future agression russe.

Sonnant le glas de la solution austro-polonaise, les offensives russes en 1916 confirmèrent l'incapacité de l'armée austro-hongroise à résister aux assauts russes, ce qui confortait le pouvoir allemand dans sa perception de l'Autriche-Hongrie comme étant le nouvel « homme malade de l'Europe ». C'est à ce moment que les responsables de la diplomatie allemande firent savoir à leurs homologues austro-hongrois que l'incorporation de la Pologne à l'État des Habsbourg n'était pas une solution à laquelle l'Allemagne pouvait se résigner³⁷. Ceci fut confirmé à la signature du traité de Brest-Litovsk (1918) où, non seulement, l'Autriche-Hongrie se voyait privée de compensations en Pologne, mais était redirigée vers des objectifs limités dans les régions ukrainiennes beaucoup moins riches.

Il semblerait que les mouvements sociaux-démocrates allemands et autrichiens partagèrent une vision assez similaire quant à l'avenir de la Pologne. Tous deux se refusaient à toute annexion avantageant leur État au détriment de la Pologne du Congrès. Toutefois, les socialistes autrichiens concevaient les frontières polonaises de façon bien différente à celle de leurs confrères. La structure de l'État danubien n'était pas celle d'un pays unifié. Il fallait plutôt le considérer comme une union entre deux entités étatiques sous la gouverne d'un même dirigeant : l'empereur d'Autriche. Ainsi,

37. Königlichen Staatsministeriums, «Dokument über Österreich-Ungarn und Polnische Frage», *Königlichen Staatsministeriums*, Preußische Geheime Archiv, [1916], p. 5.

l'absorption de la Pologne du Congrès par ceux-ci pouvait davantage ressembler à une indépendance polonaise où ce nouvel État serait sous l'influence de la maison impériale des Habsbourg, tout en possédant ses institutions propres sur le modèle de l'*Ausgleich* de 1867. Ainsi pour le *SPÖ* et la population polonaise de l'Empire des Habsbourg, l'union du Royaume du Congrès et de la Galicie était une « question vitale³⁸ » et surtout de « maintien d'une paix prolongée³⁹ », puisqu'il était nécessaire que le Royaume du Congrès et la Galicie, régions d'Autriche-Hongrie majoritairement polonaise, soient réunis en un seul État. Cet objectif mit en évidence que le *SPÖ* était bien conscient qu'un des facteurs ayant causé le conflit de 1914-1918 fut l'irrédentisme national⁴⁰. Par conséquent, le désir des sociaux-démocrates autrichiens de réunir les Polonais de Galicie et du Royaume du Congrès s'expliquait par le désir d'éviter une crise nationale polonaise pouvant mener à d'autres conflits en Europe de l'Est. La position du *SPÖ* par rapport à la Question polonaise mit en évidence le passé bien différent des deux groupements sociaux-démocrates, mais également les logiques différentes qu'employaient les deux mouvements afin de justifier leurs solutions. Ainsi, le *SPD*, qui évoluait dans un milieu politique et social où l'homogénéité ethnique et nationale était primordiale, se retrouvait confronté à la réalité multinationale et la structure étatique particulière de l'Empire austro-hongrois. De cette différence cruciale naissaient donc les argumentaires différents employés par ces deux mouvements.

Il semblerait que parmi les mouvements socialistes des Empires centraux actifs pendant la guerre, seul le *SPD* se cantonnait dans l'idée de préserver l'intégrité territoriale allemande à tout prix, contrairement à leurs collègues autrichiens qui pouvaient concevoir une restructuration de leur État pour résoudre la problématique polonaise⁴¹. En effet, il n'est pas surprenant de voir que le *SPÖ*, influencé par les luttes nationales qui secouèrent la double

38. *SPÖ, Sitzung des Holländisch-skandinavischen Komitees mit der Delegation aus Österreich*, Stockholm, 25 mai 1917, p. 1.

39. *Ibid.*, p. 1.

40. *Ibid.*, p. 1.

41. Sebastian D. Schickl, *Mannheimer historische Forschungen: Universalismus und Partikularismus: Erfahrungsraum, Erwartungshorizont und Territorialdebatten in*

monarchie au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, offrait une reconnaissance formelle au principe d'« individualité nationale » au congrès de Brünn dès 1899⁴². Cette reconnaissance expliquait en quelque sorte l'approche différente des socialistes autrichiens qui concevaient assez bien la Galicie en tant que territoire polonais légitime. Par conséquent, contrairement aux sociaux-démocrates allemands qui se refusaient à voir l'Allemagne se transformer en un État polono-germanique avec le couronnement de l'Empereur allemand comme souverain de Pologne, les Autrichiens proposaient ouvertement de réformer leur empire en un État trialiste⁴³, voire en une fédération danubienne favorisant l'intégration du nouvel État polonais au sein de leur empire. Cependant, l'opposition obstinée du ministre-président Tisza⁴⁴ au sein du Royaume de Hongrie, soucieux de maintenir la position privilégiée de la Hongrie au sein de l'Empire, empêchait l'Empire austro-hongrois de cheminer vers cette possibilité. La position des Hongrois venait donc compliquer la position des délégués autrichiens non seulement auprès de leurs collègues sociaux-démocrates allemands, mais empêchait l'appareil austro-hongrois d'établir une approche polonaise pouvant convenir aux Empires centraux⁴⁵.

der diskursiven Praxis der II. Internationale 1889-1917, St. Ingbert, Röhrig Universitätsverlag, 2012, p. 462.

42. Roger Fletcher, « Socialist Nationalism in Central Europe Before 1914: The Case of Karl Leuthner », *Roger Canadian Journal of History/Annales Canadiennes d'histoire*, Vol. 17, No. 1, Apr. 1, 1982, p. 38.
43. Depuis l'*Ausgleich* (Compromis) de 1867, l'Empire austro-hongrois était un État dit dualiste, c'est-à-dire que l'empereur autrichien reconnaissait que le Royaume de Hongrie était un État à part entière faisant partie d'une union personnelle avec l'Empereur d'Autriche. Au cours de la Première Guerre mondiale, l'idée d'offrir les mêmes privilèges aux Polonais de l'Empire austro-hongrois fut avancée sans jamais toutefois être réalisée, notamment par l'hostilité de la classe politique hongroise. Pour un aperçu général sur les politiques austro-hongroises pendant la Grande Guerre, voir Jean-Paul Bled, *L'agonie d'une monarchie ; Autriche-Hongrie, 1914-1920*, Paris, Tallandier, 2014, 462 pages.
44. Le comte István Tisza fut ministre-président de Hongrie à deux reprises (1903-1905 et 1913-1917). Il fut l'un des hommes politiques hongrois les plus importants pour l'Empire austro-hongrois au cours de la Grande Guerre. Proche des empereurs Habsbourg, il s'opposait à toutes annexions pouvant diminuer l'importance du Royaume de Hongrie au cours du conflit.
45. Alexander Watson, *Ring of Steel ; Germany and Austria-Hungary in World War I ; The People's War*, New York, Basic Books, 2014, p. 269.

Par conséquent, il est important d'observer que les divergences entre les deux mouvements surviennent essentiellement à cause de conflits d'intérêts causés par les différences dans les politiques de gestion des minorités nationales. Toutefois, il n'en demeure pas moins important de mentionner que les sociaux-démocrates du *Reich* déclaraient que la méthode austro-hongroise était un excellent modèle à partir duquel l'Allemagne pourrait s'inspirer pour améliorer les relations entre Allemands et Polonais au sein du *Reich*.

LA MINORITÉ POLONAISE D'ALLEMAGNE ET L'INTÉGRITÉ TERRITORIALE DU REICH

La Question polonaise et ses frontières théoriques regroupent donc un second aspect impliquant les politiques intérieures de l'Empire allemand. Similaire aux Empires austro-hongrois et russe, l'Allemagne possédait sa part d'anciens territoires polonais, le Poznanie n'en est qu'un exemple parmi d'autres. Comme les historiens Anthony Polonsky et Michael Riff le mentionnent dans l'article « Poles, Czechoslovaks and the "Jewish Question" », l'État allemand était pensé en tant qu'entité nationale homogène. En ce sens, les minorités nationales peuplant l'Empire étaient *de facto* marginalisées puisqu'elles ne partageaient pas le même caractère allemand que la majorité de la population⁴⁶. Suivant cette logique, les territoires polono-germaniques de l'est de l'Empire ne furent jamais perçus tels la Pologne du Congrès, c'est-à-dire un « État polonais » par les sociaux-démocrates.

Une fois de plus, Stanislas comte Du Moriez offrait un aperçu de la séparation ethnique de l'Empire allemand. En ce sens, il affirmait que la proportion occupée par la population polonaise en Silésie, province bordant le Royaume du Congrès, s'élevait entre 65 à 75 % de la population résidente⁴⁷. Il serait aisé de conclure qu'avec un pourcentage aussi élevé, nul ne pouvait remettre en

46. Anthony Polonsky, Michael Riff, « Poles, Czechoslovaks and the "Jewish Question" », *Germany in the Age of Total War*, London, Croom Helm, 1981, p. 63-101.

47. Stanislas comte Du Moriez, *La Question polonaise ; sa solution, - principes immuables, frontières polono-allemandes*, Paris, Librairies Félix Alcan, 1919, p. 89.

cause l'appartenance nationale de la Silésie au futur État polonais voulu par les socialistes allemands. Toutefois, le reste de la population étant allemande, il s'agissait, comme le mentionne le Comte Du Moriez, d'un danger imminent à la stabilité de l'État polonais si autant d'Allemands étaient intégrés à la Pologne⁴⁸.

Le Comte Du Moriez émit deux constats qui étaient à la base de la Question polonaise en Allemagne et auxquelles les socialistes furent confrontés dans leur réflexion. Le premier constat était que la Pologne du Congrès ne pouvait être annexée à l'Allemagne. Le gouvernement allemand abordait dans la même direction lorsqu'il affirmait que « [traduction] [l]'arrivée de 12 millions de Polonais au sein du Reich changerait le caractère national de l'Empire et le saperait de l'intérieur⁴⁹ ». Le second constat résidait dans l'impossibilité de considérer les régions de l'Empire où la nation polonaise s'y trouvait de façon majoritaire, par exemple la Silésie, comme polonaise. En effet, si une telle reconnaissance était offerte aux territoires polonais d'Allemagne, il s'agirait alors de reconnaître officiellement qu'une partie du territoire national allemand était en réalité un territoire national polonais. Affirmer cela menacerait par la même occasion l'intégrité territoriale du *Reich* et surtout fragilisait la position internationale de celui-ci lors des négociations visant à mettre un terme au conflit. De ces deux constats, il est possible de déduire que les Polonais fussent considérés par les autorités impériales et prussiennes comme les *Reichsfeinde*, c'est-à-dire les « ennemis de la nation⁵⁰ » puisqu'ils représentaient un danger direct aux territoires nationaux de l'Empire allemand. Par la même occasion, ces constats permirent aussi de justifier les « unsocialist[s] preoccupation[s]⁵¹ » du *SPD* quant à l'importance accordée à la préservation du territoire national de l'Empire. Cependant, malgré ce statut peu enviable en temps de guerre, cela n'empêcha pas les socialistes de militer activement auprès d'autres institutions

48. *Ibid.*, p. 90.

49. *Staatsministeriums, Op. Cit.*, p. 5.

50. Gary D. Stark, *Banned in Berlin, Literary censorship in Imperial Germany, 1871-1918*, New York & Oxford, Berghahn books, 2009, p. 105.

51. Alexander Watson, *Op. Cit.*, p. 261.

socialistes internationales afin d'améliorer le sort des Polonais d'Allemagne. Suivant cette logique, leur objectif était d'obtenir un consensus protégeant à la fois l'intégrité territoriale de l'Allemagne et garantissant la naissance d'un État polonais une fois les combats terminés.

LA POLOGNE DES SOCIAUX-DÉMOCRATES : LE RÔLE DE L'INTERNATIONAL DANS SA LÉGITIMITÉ

En suivant la tradition du militantisme à l'échelle internationale, les sociaux-démocrates allemands furent particulièrement actifs lors de diverses conférences organisées par la Seconde internationale. Durant la Conférence de Stockholm de 1917, les efforts que déploieront les délégués sociaux-démocrates allaient augmenter parallèlement aux succès militaires allemands de la même année. Les dirigeants sociaux-démocrates savaient à cette époque conflictuelle que le projet d'indépendance polonais devait être soutenu par la social-démocratie internationale, sans qu'elle représente un obstacle pour la paix européenne⁵². À cette occasion, les positions du *SPD* allemand se clarifièrent concernant l'avenir des frontières polonaises. Ils se prononcèrent alors ouvertement en faveur du droit à l'autodétermination des peuples et s'engagèrent à ce que l'Allemagne offre son soutien aux nouveaux États⁵³. L'accession du Royaume du Congrès à l'autonomie était ainsi reconfirmée comme objectif de guerre des socialistes allemands.

Hans Delbrück, historien et homme politique allemand, justifiait cette position comme étant un choix pragmatique qui ne nuirait pas à la position allemande pendant le reste du conflit. Ainsi, affirma-t-il : « la politique de l'Est que j'aurais estimé bonne, aurait tendu à donner aux Polonais des satisfactions suffisantes pour qu'il fût possible qu'il se formât un fort parti amical pour l'Allemagne, afin qu'il soit possible de maintenir au moyen de ce parti d'une façon durable la Pologne dans notre alliance⁵⁴ ». En suivant cette

52. USPD, *Erklärung der Delegation der USPD vor dem Holländisch-skandinavisches Komitee*, o.D., Stockholm, Juin 1917, p. 1.

53. Susanne Miller, *Op. Cit.*, p. 235.

54. Stanislas comte Du Moriez, *op. cit.*, p. 148.

logique, le *SPD* choisit finalement d'œuvrer à la naissance d'un État polonais par deux articles au sein du mémorandum remis lors de la Conférence de Stockholm. L'article IV affirmait que le *SPD* reconnaissait le droit à l'autodétermination des peuples et le définissait comme « le droit pour toutes les nations de maintenir ou ressusciter son indépendance politique⁵⁵ ». Ils spécifièrent même que le droit de conquête, soit celui d'annexer des territoires par l'usage des armes, ne pourrait pas être exercé contre les nations privées de leur indépendance par le passé, comme ce fut le cas avec la Pologne du Congrès et la Finlande⁵⁶. Il est intéressant de remarquer que les deux États avancés en exemple étaient tous deux des territoires appartenant à l'Empire russe. Ceci laisse croire que la rhétorique de lutte contre le tsarisme du *SPD* fut intégrée au moins partiellement dans le Mémorandum de Stockholm.

Parallèlement à cette déclaration ouverte en faveur de l'indépendance de la Pologne du Congrès vient l'article V du Mémorandum concernant directement le cas des minorités nationales au sein du *Reich*. Ainsi, ils se prononcèrent en faveur d'une autonomie des nations au sein des grands empires. Ils définirent ce concept par une augmentation progressive de l'autonomie donnée aux régions où les minorités ethniques supplantaient la majorité nationale. Ils précisèrent d'ailleurs avec exactitude à quelles régions ils faisaient alors référence en prenant soin de mentionner qu'avant d'être une minorité nationale au sein de l'Empire, les sujets de l'Empereur allemand possédant une langue étrangère (Polonais, Français et Danois) étaient avant tout des citoyens allemands⁵⁷. Cela va sans dire que les auteurs du Mémorandum n'excluaient pas le caractère national allemand qu'avaient les régions de l'Empire où les minorités nationales représentaient une proportion importante de la population. Bien au contraire, ils croyaient que ces régions étaient

55. Philipp Scheidemann, «The Stockholm Memorandum», *The making of New Germany: The memoirs of Philipp Scheidemann*, New York, Appleton and Company, 1929, p. 7.

56. *Ibid.*, p. 7.

57. *Ibid.*, p. 7.

indissociables de l'Allemagne et que malgré l'ethnie ou la langue de sa population, cette dernière était fondamentalement allemande.

Il existe donc une contradiction apparente dans la logique défendue par les sociaux-démocrates. D'un côté, ils étaient en faveur que les minorités nationales opprimées accèdent à l'indépendance. D'un autre côté, ils favorisaient le maintien des territoires polonais des empires centraux en favorisant l'accès à l'autonomie régionale plutôt qu'une pleine indépendance aux minorités nationales polonaises. Cette contradiction ne semblait pas *a priori* causer de problème à la Seconde Internationale. Au contraire, celle-ci entérinait les deux articles du Mémorandum de la délégation du SPD par son inclusion dans le *Friedensprogram* rédigée à la conclusion de la Conférence en 1917. Ainsi, ce programme signé par les différents mouvements socialistes à l'internationale confirmait l'« [traduction] indépendance pour les Polonais de Russie [...] la plus grande autonomie possible pour les districts polonais d'Autriche et d'Allemagne. La réunification de toutes les parties de la Pologne en un État libre, pour laquelle l'Internationale socialiste a toujours [milité], demeure un objectif en développement⁵⁸ ». Il n'était donc plus question des Polonais vivant en Allemagne ou en Autriche-Hongrie, puisqu'il est indirectement indiqué que ceux-ci vivaient sur des territoires appartenant légitimement aux Empires centraux.

L'année 1917 fut une année remplie de succès pour la Question polonaise et le socialisme allemand qui non seulement voyait la construction nationale polonaise être confirmée par l'Internationale socialiste, mais s'assurait par la même occasion de protéger l'intégrité territoriale allemande vis-à-vis du nouvel État polonais. Il n'était donc plus question, dans le cas de ce conflit, de voir l'Allemagne céder la Poznanie ou tout autre territoire afin de mener à terme l'un de ses principaux objectifs de guerre. Toutefois, comme l'histoire nous le montre par la suite, ce grand succès en apparence fut de courte durée puisque l'année suivante, l'Empire allemand faisait face à des revers militaires insurmontables qui l'ont mené

58. Holländisch-skandinavischen Komitees, *Entwurf zu einem Friedensprogram des Holländisch-skandinavischen Komitees*, 10 octobre 1917, p. 1.

à sa perte. La défaite allemande, en 1918, et l'imposition de la « vision wilsonienne » du droit à l'autodétermination, sommairement résumée en un État libre pour chaque nation, mirent fin à la Pologne du *SPD*. En effet, la République de Weimar dut céder la presque totalité des territoires à majorité ethnique polonaise de l'Allemagne au nouvel État polonais. La victoire socialiste de voir la Pologne renaître des cendres de la guerre fût donc, un succès rempli d'amertume puisque finalement, les sociaux-démocrates allemands ne purent empêcher l'Allemagne de souffrir de cette résurrection polonaise tant recherchée.

CONCLUSION

Face à une situation militaire et politique volatile, l'espace qui fut occupé par la Question polonaise dans la sphère politique des sociaux-démocrates n'est pas à négliger. Certes, la Question polonaise n'en était qu'une parmi d'autres, mais elle marqua l'imaginaire allemand par l'importance qui lui fut consacrée par les socialistes allemands. Après tout, la création d'un État polonais était un impératif politique pour la protection de l'Allemagne contre la menace russe. Parmi toutes les raisons avancées par les mouvements socialistes allemands au cours de la Première Guerre mondiale pour justifier la naissance d'un État polonais, toutes ne purent véritablement satisfaire aux conditions fondamentales sur laquelle cet État devait reposer, à savoir des frontières. Ainsi, les territoires polonais représentaient le fond du problème lié aux politiques d'ouverture vers l'est de l'Empire allemand. Ils étaient au cœur des débats des minorités nationales dans l'Empire allemand, en plus d'être au centre des négociations avec le principal allié de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, qui souhaitait également sa part du gâteau polonais. Ce n'est que par un militantisme actif et attentif sur plusieurs fronts (national, alliance militaire et internationale) que le *SPD* eut l'occasion de faire reconnaître sa vision de l'avenir de la Pologne.

La Question polonaise héritée du XIX^e siècle était ainsi réglée momentanément au détriment de l'Allemagne en 1919. Toutefois, la décennie suivante était le théâtre d'évènements qui mirent à jour les

failles du processus qui accompagnait la création de la Pologne. En effet, la défaite laissait un goût amer pour la plupart des Allemands qui jugèrent que plusieurs territoires légitimement allemands avaient été offerts aux Polonais. N'aidant pas aux sentiments revanchistes qui fleurissaient dans la jeune République de Weimar, les différents conflits dans laquelle la Pologne se lançait dès 1920, donnaient l'impression aux dirigeants sociaux-démocrates allemands d'avoir permis l'émergence d'un nouvel État belliqueux, expansionniste et nationaliste. Par conséquent, plusieurs démagogues allemands utilisèrent le mécontentement national en Allemagne à propos des frontières polonaises afin de provoquer un nouveau conflit polono-germanique qui dégénérerait rapidement en guerre mondiale. Tirant leurs origines des débats houleux de la Grande Guerre, la question des délimitations frontalières ne fut réglée définitivement au cours de la décennie 1950 pour l'Allemagne qui dûit concéder à la Pologne la totalité des territoires polonais qu'elle possédait encore après la Première Guerre mondiale.